

**Art. 11.** Les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 27 janvier 1988 portant certaines mesures en vue d'harmoniser les allocations et les jetons de présence accordés aux commissaires, aux délégués des finances, aux représentants de l'Exécutif flamand, aux présidents et aux membres des commissions spéciales non consultatives ou des conseils d'administration des organismes ou entreprises qui relèvent de l'Exécutif flamand, s'appliquent au président, aux membres de la Commission et aux spécialistes visés à l'article 9, sur le plan des allocations des jetons de présence et des indemnités pour frais de voyage et de séjour.

Pour l'application des dispositions précitées, la Commission est rangée dans la catégorie III telle qu'elle est définie dans l'arrêté susvisé, et le président, les membres de la Commission et les spécialistes visés à l'article 9, sont considérés comme ayant la qualité de personnes, mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, de l'arrêté susvisé.

Un budget complémentaire de représentation, à l'usage du président, est prévu pour un montant de 90 000 F par an.

**Art. 12.** Les frais de fonctionnement de la Commission sont à charge du budget de la Communauté flamande. Une dotation au Conseil socio-économique pour la Flandre sera prévue à cet effet.

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 novembre 1989.

Le Président de l'Exécutif flamand,  
G. GEENS

Le Vice-Président de l'Exécutif flamand,  
Ministre communautaire de l'Economie, des Classes moyennes et de l'Energie,  
N. DE BATSELIJER

Le Ministre communautaire des Travaux publics et des Communications,  
J. SAUWENS

---

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F 90 — 419

**22 DECEMBRE 1989.** — Décret portant approbation de l'accord instituant les Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation, conclu à Bruxelles le 24 novembre 1989, entre l'Exécutif de la Communauté française et l'Exécutif régional wallon (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** L'accord conclu à Bruxelles, le 24 novembre 1989 entre l'Exécutif de la Région wallonne et l'Exécutif de la Communauté française conformément à l'article 92bis de la loi spéciale de Réformes institutionnelles, instituant les Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation est approuvé.

**Art. 2.** Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par l'Exécutif de la Communauté française de commun accord avec l'Exécutif régional wallon.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 décembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,  
chargé de la Culture et de la Communication,  
F. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme  
et des Relations internationales,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,  
Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
F. GUILLAUME

---

(1) Session 1989-1990.  
Documents du Conseil. — N° 97, n° 1. Projet de décret. — N° 97, n° 2. Rapport.  
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 12 décembre 1989.

**Accord conclu à Bruxelles, le 24 novembre 1989,  
entre l'Exécutif de la Région wallonne et l'Exécutif de la Communauté française,  
instituant les Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation**

Vu l'article 21 du décret régional wallon du 16 décembre 1988 portant création de l'office régional de l'emploi;  
Vu l'article 6 du décret de la Communauté française du 23 décembre 1988 portant attribution des missions de formation professionnelle à un organisme créé par la Région wallonne;

Vu l'article 92bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles;

Considérant que les Exécutifs communautaire et régional et les interlocuteurs sociaux ont affirmé par la création récente du « FOREM » leur volonté de gérer conjointement et dans un même office les problèmes liés à l'emploi et à la formation professionnelle;

Considérant que parallèlement à cette initiative, il faut affirmer, comme une priorité, la nécessité d'une coordination sous-régionale des politiques de l'emploi et de la formation;

Considérant qu'il s'agit d'y mettre en place un dispositif global susceptible de répondre efficacement aux problèmes posés par la coordination des offres de formation et par la liaison de celles-ci avec le monde économique et social et celui de l'enseignement. Il s'agit plus généralement d'optimiser les moyens mis à disposition des sous-régions dans une recherche d'efficacité institutionnelle et de traitement global du problème de l'emploi, de la Formation, des liens entre l'Emploi et la Formation, ainsi que, plus généralement, des problèmes de l'insertion socio-professionnelle;

Considérant que cette orientation correspond par ailleurs à toutes les recommandations européennes en la matière;

Considérant que les expériences accumulées au cours des quinze dernières années dans la problématique « emploi/formation » nous permettent un choix d'orientations précises :

1° dès lors que la période de scolarité-obligatoire est terminée, ce sont les partenaires sociaux, gestionnaires de l'emploi, qui doivent assurer la direction de la politique d'insertion socio-professionnelle. Ils doivent donc être les maîtres d'œuvre de cette politique dans les Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation;

2° par ailleurs, les offreurs de formation de la sous-région doivent être les opérateurs de cette politique.

Globalement, les logiques de formation et d'enseignement doivent apprendre à coexister et non à se concurrencer, à vivre ensemble comme partenaires et non à se diluer dans un consensus de façade. Alors que la formation doit poursuivre comme objectif prioritaire l'obtention de résultats concrets, et si possible rapides, en matière d'amélioration quantitative ou qualitative de l'emploi, l'enseignement obligatoire doit garder comme objectif prioritaire sa mission d'éducation globale de l'enfant et du jeune.

L'un et l'autre ne s'excluent pas, mais chaque orientation est déterminante dans la nature même des activités, la méthodologie, les conditions de faisabilité.

Les partenaires sociaux doivent, au niveau des Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation, privilégier ce partenariat.

3° Les spécificités sous-régionales (ainsi par exemple, la nature et la structure de l'emploi, l'histoire économique et politique, les composantes des forces vives) obligent à opter pour une structure d'accueil des Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation qui soit commune à toutes les sous-régions mais permette également l'affirmation de ces spécificités.

Considérant qu'il faut créer des structures subrégionales de l'Emploi et de la Formation ayant pour objectifs généraux de :

1° devenir un lieu de coordination, de proposition, et d'évaluation des diverses politiques et actions menées dans le domaine de la formation et de l'emploi au niveau de la sous-région. Une attention prospective de la structure de l'emploi fera notamment l'objet d'une recherche systématique des besoins et possibilités d'emploi dans la sous-région;

2° viser à se positionner comme acteur à part entière dans la politique de développement économique sous-régional. A ce titre, les instances communautaires, régionales et locales trouvent en ces structures l'interlocuteur susceptible d'identifier et de mettre en évidence les spécificités locales en matière de politique de l'emploi et de la formation;

3° devenir le lieu d'association des partenaires sociaux, des principaux opérateurs de formation, et des secteurs professionnels pour développer entre eux les synergies nécessaires en matière de relation emploi-formation.

Considérant que l'article 92bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles est une technique, entrée en vigueur le 1er janvier 1989, qui permet la création de ces structures subrégionales, en leur donnant la personnalité juridique;

Considérant qu'un accord instituant des structures subrégionales de l'Emploi et de la Formation — à savoir les Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation — a été conclu le 22 septembre 1989, qu'il convient de l'adapter à l'avis du Conseil d'Etat, donné le 6 novembre 1989.

L'Exécutif de la Communauté française, représenté par M. Jean-Pierre Grafé, Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport et du Tourisme et des Relations internationales,  
et

L'Exécutif régional wallon, représenté par M. Edgard Hismans, Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la nature, des Zonings industriels et de l'Emploi,

Ont convenu ce qui suit :

#### CHAPITRE 1er. — Des Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation

##### Section I. — Institution

Article 1er. Il y a dans chaque sous-région un Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation ci-après dénommé « le Comité subrégional ». Il est doté de la personnalité juridique.

Art. 2. Les Exécutifs fixent conjointement le ressort territorial des sous-régions.

*Section II. — Missions*

Art. 3. Le Comité subrégional a, au sein de chaque sous-région, pour missions de :

- 1° faire procéder à un examen permanent de la situation et de l'évolution de l'emploi;
- 2° donner d'initiative ou sur demande son avis sur toute politique d'emploi ou de formation et sur toute question en matière d'emploi ou de formation;
- 3° de rechercher, de proposer et de recommander toute mesure utile à l'élaboration d'une politique active en matière d'emploi, de formation et de leur liaison.

A ces fins, le Comité maintient en permanence la concertation avec les entreprises de son ressort et avec l'ensemble des partenaires concernés par l'emploi et la formation en favorisant leurs rencontres, en coordonnant leurs actions et en encourageant leurs synergies.

Le Comité n'organise pas lui-même de formation.

Art. 4. Le Comité subrégional veille, dans le cadre de sa mission, à lier les problèmes de l'alternance pédagogique et de l'insertion sociale et professionnelle à ceux de l'emploi et de la formation.

*Section III. — Composition*

Art. 5. Chaque Comité subrégional est composé comme suit :

- 1° un Président;
- 2° sept membres, dont un est Vice-Président, représentant les organisations représentatives des employeurs;
- 3° sept membres, dont un est Vice-Président, représentant les organisations représentatives des travailleurs;
- 4° le Président de la Commission emploi-formation-enseignement;
- 5° le ou les directeurs des services subrégionaux de l'Emploi du ressort territorial du Comité subrégional;
- 6° un membre issu d'un organisme de développement économique du ressort territorial du Comité subrégional.

Art. 6. Les membres représentant respectivement les organisations des employeurs et des travailleurs sont nommés de commun accord par les Exécutifs sur une liste double proposée par ces organisations, chacune pour ce qui la concerne.

Les Exécutifs nomment de commun accord le membre issu d'un organisme de développement économique du ressort territorial du Comité subrégional.

Les Exécutifs nomment de commun accord le Président du Comité subrégional qui est unanimement proposé par les sept membres représentant les organisations des employeurs et par les sept membres représentant les organisations des travailleurs. A défaut de proposition unanime, les Exécutifs choisissent de commun accord le Président.

Art. 7. Les membres sont nommés pour une durée de six années. Tout membre quittant le Comité subrégional est remplacé dans les trois mois qui suivent.

Dans ce cas, le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 8. Les Exécutifs peuvent décider conjointement d'augmenter le nombre des membres ayant voix consultative, selon les modalités qu'ils détermineront ensemble.

*Section IV. — Fonctionnement*

Art. 9. Le Comité subrégional se réunit au minimum quatre fois par an sur convocation du Président.

Art. 10. Seuls les membres visés aux 2° et 3° de l'article 5 ont voix délibérative.

Art. 11. Le Comité subrégional arrête son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation des Exécutifs.

Art. 12. Le Comité subrégional établit annuellement un rapport d'activité comprenant une évaluation des actions menées.

Art. 13. Le Comité subrégional établit annuellement son budget, conformément aux modalités déterminées conjointement par les Exécutifs. Il le soumet à l'approbation des Exécutifs.

Les Exécutifs peuvent réformer un ou plusieurs articles d'un budget et approuver celui-ci pour le surplus.

*Section V. — Contrôle, financement et personnel*

Art. 14. Le Comité subrégional est soumis au contrôle des Exécutifs. Celui-ci est exercé par un délégué désigné par chaque Exécutif sur proposition des membres des Exécutifs ayant respectivement l'emploi et la formation dans leurs attributions.

Les délégués assistent avec voix consultative à toutes les réunions du Comité subrégional. Tout délégué peut prendre un recours, conformément aux modalités déterminées conjointement par les deux Exécutifs, contre toute décision qu'il estime contraire au présent accord ou contre toute décision concernant la gestion budgétaire ou financière des moyens provenant du financement par les pouvoirs publics.

Art. 15. Les Exécutifs déterminent conjointement les modalités relatives au financement, au contrôle financier et au personnel des Comités subrégionaux. Ils peuvent désigner de commun accord un réviseur choisi parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'entreprise auprès du Comité subrégional.

**CHAPITRE II. — Des Commissions emploi-formation-enseignement***Section I. — Institution*

Art. 16. Chaque Comité subrégional crée une commission consultative dénommée « Commission emploi-formation-enseignement ».

Il peut aussi créer d'autres commissions consultatives lorsqu'il les juge utiles à l'accomplissement de ses missions.

*Section II. — Missions*

Art. 17. La Commission emploi-formation-enseignement traite dans le cadre des missions énumérées dans l'article 3 de toutes les questions relevant de la Formation en liaison avec l'Emploi et adresse ses avis, ses propositions ou ses recommandations au Comité subrégional.

Le Comité subrégional motive sa décision chaque fois qu'il s'écarte de l'avis, de la proposition ou de la recommandation émanant de la Commission emploi-formation-enseignement.

*Section III. — Composition*

Art. 18. Le Comité subrégional détermine la composition de la Commission emploi-formation-enseignement, qui comportera au maximum vingt-cinq membres.

Il soumet sa constitution à l'approbation des Exécutifs.

Art. 19. Les Exécutifs nomment de commun accord le Président de la Commission emploi-formation-enseignement qui est proposé à l'unanimité par le Comité subrégional. A défaut de proposition unanime, les Exécutifs choisissent de commun accord le Président.

Art. 20. Chaque Commission emploi-formation-enseignement comprend en tout cas :

1° des membres présentés par les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs et ce pour au maximum un quart;

2° des membres présentés par les 3 réseaux d'enseignement, en assurant la présence de l'Enseignement de Promotion sociale, et ce pour au maximum un quart;

3° des membres présentés par les services agréés de Formation professionnelle, et ce pour au maximum un quart;

4° des membres choisis sur base de leur notoriété ou présentés par le Conseil supérieur de l'Education permanente ou estimés représentatifs des milieux des Centres publics d'aide sociale ou de Protection de la jeunesse, et ce pour au maximum un quart.

Art. 21. Les membres sont nommés pour une durée de six années. Tout membre quittant la Commission emploi-formation-enseignement avant l'expiration normale de son mandat est remplacé dans les trois mois qui suivent. Dans ce cas, le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

*Section IV. — Fonctionnement*

Art. 22. Le Président n'a pas voix délibérative.

**CHAPITRE III. — Dispositions finales**

Art. 23. En cas de désaccord pour l'application sous-régionale du présent accord, les Exécutifs sont habilités à trancher conjointement les litiges.

Art. 24. Les Exécutifs déterminent conjointement la date d'entrée en vigueur du présent accord.

Bruxelles, le 24 novembre 1989.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme  
et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Par l'Exécutif de la Région wallonne :

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la nature,  
des Zonings industriels et de l'Emploi,

E. HISMANS

—  
VERTALING

**MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**

N 90. — 419

22 DECEMBER 1989. — Decreet houdende goedkeuring van het akkoord tot instelling van de Subregionale Comités voor Arbeidsbemiddeling en Vorming, gesloten te Brussel op 24 november 1989, tussen de Franse Gemeenschapsexecutieve en de Waalse Gewestexecutieve (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het akkoord dat tussen de Waalse Gewestexecutieve en de Franse Gemeenschapsexecutieve op 24 november 1989 te Brussel werd gesloten overeenkomstig artikel 92bis van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen, en dat de Subregionale Comités voor Arbeidsbemiddeling en Vorming instelt, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit decreet treedt in werking op de datum die, in gemeen overleg met de Waalse Gewestexecutieve, door de Franse Gemeenschapsexecutieve wordt vastgesteld.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 22 december 1989.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

(1) *Zitting 1989-1990.*

*Stukken van de Raad.* — Nr. 97, nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 97, nr. 2. Verslag. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 december 1989.

Akkoord, gesloten te Brussel op 24 november 1989  
tussen de Waalse Gewestexecutieve en de Franse Gemeenschapsexecutieve,  
tot instelling van de Subregionale Comit es voor Arbeidsbemiddeling en Vorming

Gelet op artikel 21 van het decreet van het Waalse Gewest van 16 december 1988 houdende oprichting van de « Office régional de l'Emploi » (Dienst voor arbeidsbemiddeling van het Waalse Gewest);

Gelet op artikel 6 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 23 december 1988 houdende toewijzing van de opdrachten inzake beroepsopleiding aan een instelling opgericht door het Waalse Gewest;

Gelet op artikel 92bis van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat de Gemeenschapsexecutieve en de Gewestexecutieve en de sociale gesprekspartners, door de recente oprichting van de « FOREM », hun wil hebben geuit de problemen met betrekking tot arbeidsbemiddeling en beroepsopleiding gezamenlijk en binnen dezelfde dienst te beheren;

Overwegende dat, samen met dit initiatief, de subregionale coördinatie van het beleid inzake arbeidsbemiddeling en vorming als een prioriteit moet worden beschouwd;

Overwegende dat daartoe een globale voorziening moet worden getroffen om een efficiënt antwoord te kunnen brengen op de problemen gesteld door de coördinatie van het vormingsaanbod en door de koppeling van dit aanbod aan het bedrijfsleven en het sociale leven alsook aan het onderwijs. Het gaat, meer in het algemeen, om een optimalisering van de middelen die ter beschikking van de subregio's worden gesteld, om de instellingen doeltreffender te laten werken en om de problemen in verband met Arbeidsbemiddeling en Vorming, met de verhouding tussen Arbeidsbemiddeling en Vorming, alsook, meer in het algemeen, met maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces, globaal te behandelen;

Overwegende dat deze doelstelling overigens beantwoordt aan alle Europese aanbevelingen ter zake;

Overwegende dat de ervaringen die in de loop van de laatste vijftien jaar werden geboekt op het gebied van de problematiek « arbeidsbemiddeling en vorming » ons de mogelijkheid geven om verschillende richtingen te kiezen :

1<sup>o</sup> vanaf het einde van de periode van de leerplicht, moeten de sociale partners, die de arbeidsbemiddeling beheren, de leiding van het beleid inzake maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces overnemen. Zij moeten dus dit beleid in de Subregionale Comit es voor Arbeidsbemiddeling en Vorming uitvoeren;

2<sup>o</sup> de vormingsaanbieders van de subregio moeten dit beleid mogelijk maken.

Vorming en onderwijs moeten echt samen leren bestaan, zonder concurrentie, als partners, en niet alleen de schijn wekken dat er een consensus bestaat. Terwijl de prioritaire doelstelling van de vorming het bereiken van concrete, en zo mogelijk, snelle resultaten inzake kwantitatieve of kwalitatieve verbetering van de arbeidsbemiddeling is, moet de prioritaire doelstelling van het verplicht onderwijs zijn opdracht inzake globale opvoeding van de kinderen en de jongeren zijn.

Beide sluiten elkaar niet uit, maar elke richting heeft een beslissende rol te spelen in de aard zelf van de activiteiten, de methodologie, de voorwaarden inzake uitvoerbaarheid.

De sociale partners moeten, op het niveau van de Subregionale Comit es voor Arbeidsbemiddeling en Vorming, dat partnership bevorderen;

3<sup>o</sup> de subregionale kenmerken (zoals, bijvoorbeeld, de aard en de structuur van de arbeidsbemiddeling, het economische en politieke verleden, de bestanddelen van de actieve krachten) maken het noodzakelijk te opteren voor een onthaalstructuur van de Subregionale Comit es voor Arbeidsbemiddeling en Vorming die dezelfde is voor alle subregio's maar die nochtans rekening houdt met die verschillende kenmerken.

Overwegende dat subregionale voorzieningen voor Arbeidsbemiddeling en Vorming getroffen moeten worden die de volgende algemene doelstellingen hebben :

1<sup>o</sup> een plaats worden voor het coördineren, het voorstellen en het evalueren van de verschillende beleidsvormen en acties, gevoerd op het gebied van vorming en arbeidsbemiddeling op het niveau van de subregio. Om de goede voorzieningen inzake arbeidsbemiddeling te kunnen treffen, moeten de behoeften en mogelijkheden op de arbeidsmarkt in de subregio's systematisch worden onderzocht;

2<sup>o</sup> een volwaardige rol spelen bij de subregionale economische ontwikkeling, waarbij de gemeenschaps-, gewest- en plaatselijke instanties dank zij die voorzieningen een middel vinden om de plaatselijke kenmerken inzake arbeidsbemiddeling en vorming te kunnen vaststellen en op de voorgrond te laten treden;

3<sup>o</sup> de plaats worden waar zich de sociale partners, de voornaamste verantwoordelijken voor vorming, en de vaksectoren verenigen om tussen elkaar de nodige samenwerking inzake de verhouding arbeidsbemiddeling en vorming te ontwikkelen;

Overwegende dat artikel 92bis van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen een techniek is, op 1 januari 1989 in werking getreden, waarbij die subregionale voorzieningen tot stand kunnen komen door hun de rechtspersoonlijkheid te geven;

Overwegende dat en akkoord tot instelling van subregionale voorzieningen voor Arbeidsbemiddeling en Vorming — namelijk de Subregionale Comit es voor Arbeidsbemiddeling en Vorming — op 22 september 1989 werd gesloten, dat het in overeenstemming met het op 6 november 1989 gegeven advies van de Raad van State dient te worden gebracht,

zijn :

De Franse Gemeenschapsexecutieve, vertegenwoordigd door de heer Jean-Pierre Graf , Minister van Onderwijs en Vorming, van Sport en Toerisme en van Internationale Betrekkingen,

en

De Waalse Gewestexecutieve, vertegenwoordigd door de heer Edgard Hismans, Minister voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

overeengekomen als volgt :

## HOOFDSTUK I. — De Subregionale Comit es voor Arbeidsbemiddeling en Vorming

### Afdeling I. — Instelling

Artikel 1. In elke subregio is er een Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming, hierna « het Subregionaal Comité » genoemd. Het heeft rechtspersoonlijkheid.

Art. 2. De Executieven stellen gezamenlijk het territoriaal gebied van de subregio's vast.

*Afdeling II. — Optrachten*

Art. 3. Het Subregionaal Comité heeft, in elke subregio, de volgende opdrachten :

- 1° de toestand en de evolutie van de arbeidsmarkt permanent onderzoeken;
- 2° op eigen initiatief of op aanvraag, zijn advies geven over elk beleid inzake arbeidsbemiddeling of vorming en over elke vraag in verband met arbeidsbemiddeling of vorming;
- 3° elke maatregel proberen te vinden, voorstellen en aanbevelen die nuttig kan zijn voor de ontwikkeling van een actief beleid inzake arbeidsbemiddeling en vorming en betreffende de verhouding tussen beide.

Daartoe behoudt het Comité een permanent overleg met de ondernemingen van zijn gebied en met alle partners die zich bezighouden met arbeidsbemiddeling en vorming, door hun ontmoetingen te bevorderen, hun werkzaamheden te coördineren en hun samenwerking aan te moedigen.

Het Comité organiseert zelf geen vorming.

Art. 4. Het Subregionaal Comité zorgt ervoor, in het kader van zijn opdracht, de problemen in verband met pedagogische afwisseling en maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces te koppelen aan de problemen in verband met arbeidsbemiddeling en vorming.

*Afdeling III. — Samenstelling*

Art. 5. Elk Subregionaal Comité is samengesteld als volgt :

- 1° een voorzitter;
- 2° zeven leden, onder wie één ondervoorzitter is, die de representatieve werkgeversorganisaties vertegenwoordigen;
- 3° zeven leden, onder wie één ondervoorzitter is, die de representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigen;
- 4° de voorzitter van de Commissie voor arbeidsbemiddeling — vorming — onderwijs;
- 5° de directeur of de directeurs van de subregionale diensten voor Arbeidsbemiddeling van het territoriaal gebied van het Subregionaal Comité;
- 6° een lid uit een instelling voor economische ontwikkeling van het territoriaal gebied van het Subregionaal Comité.

Art. 6. De leden die respectievelijk de werkgevers- en werknemersorganisaties vertegenwoordigen, worden, in gemeen overleg, door de Executieven benoemd op een dubbele lijst voorgedragen door elk van die organisaties.

De Executieven benoemen, in gemeen overleg, het lid uit een instelling voor economische ontwikkeling van het territoriaal gebied van het Subregionaal Comité.

De Executieven benoemen, in gemeen overleg, de Voorzitter van het Subregionaal Comité, die unaniem wordt voorgedragen door de zeven leden die de werkgeversorganisaties vertegenwoordigen en door de zeven leden die de werknemersorganisaties vertegenwoordigen. Bij gebrek aan een unanieme voordracht, kiezen de Executieven de Voorzitter in gemeen overleg.

Art. 7. De leden worden voor een periode van zes jaar benoemd. Elk lid dat uit het Subregionaal Comité treedt, wordt vervangen binnen de drie maanden die daarop volgen.

In dit geval, voleindigt het nieuwe lid het mandaat van zijn voorganger.

Art. 8. De Executieven kunnen gezamenlijk beslissen het aantal leden met raadgevende stem te verhogen, volgens de regels die ze samen nader bepalen.

*Afdeling IV. — Werking*

Art. 9. Het Subregionaal Comité wordt minstens vier keer per jaar door de Voorzitter bijeengeroepen.

Art. 10. Alleen de leden bedoeld in 2° en 3° van artikel 5 zijn stemgerechtigd.

Art. 11. Het Subregionaal Comité stelt zijn huishoudelijk reglement vast, dat de Executieven ter goedkeuring wordt voorgelegd.

Art. 12. Het Subregionaal Comité maakt jaarlijks een activiteitenverslag op dat een evaluatie van de gevoerde acties bevat.

Art. 13. Het Subregionaal Comité maakt jaarlijks zijn begroting op, overeenkomstig de regels die gezamenlijk door de Executieven nader bepaald worden. Het legt die ter goedkeuring aan de Executieven voor.

De Executieven kunnen één of meer artikelen van een begroting herzien en deze overigens goedkeuren.

*Afdeling V. — Toezicht, financiering en personeel*

Art. 14. Het Subregionaal Comité staat onder toezicht van de Executieven. Dit toezicht wordt uitgeoefend door een afgevaardigde, aangewezen door elke Executieve op de voordracht van de leden van de Executieven tot wier bevoegdheden respectievelijk de arbeidsbemiddeling en de vorming behoren.

De afgevaardigde wonen met raadgevende stem alle vergaderingen van het Subregionaal Comité bij. Iedere afgevaardigde kan een beroep instellen, overeenkomstig de regels die gezamenlijk door beide Executieven nader worden bepaald, tegen elke beslissing die hij in strijd acht met dit akkoord of tegen elke beslissing betreffende het budgettair of financieel beheer van de middelen die voortkomen uit de financiering door de overheid.

Art. 15. De Executieven bepalen gezamenlijk de nadere regels voor de financiering, de financiële controle en het personeel van de Subregionale Comités. Ze kunnen in gemeen overleg een revisor aanwijzen, te kiezen uit de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren bij het Subregionaal Comité.

*HOOFDSTUK II. — De Commissies voor arbeidsbemiddeling-vorming-onderwijs**Afdeling I. — Instelling*

Art. 16. Elk Subregionaal Comité richt een adviescommissie, « Commissie voor arbeidsbemiddeling-vorming-onderwijs » genoemd, op.

Het kan ook andere adviescommissies oprichten, wanneer het die nuttig acht voor de vervulling van zijn opdrachten.

*Afdeling II. — Optrachten*

Art. 17. De Commissie voor arbeidsbemiddeling-vorming-onderwijs behandelt in het kader van de opdrachten opgesomd in artikel 3 alle vragen in verband met Vorming in verhouding tot Arbeidsbemiddeling, en zendt haar adviezen, voorstellen of aanbevelingen aan het Subregionaal Comité over.

Het Subregionaal Comité omkleedt zijn beslissing met redenen telkens als deze afwijkt van het advies, het voorstel of de aanbeveling van de Commissie voor arbeidsbemiddeling-vorming-onderwijs.

#### Afdeling III. — Samenstelling

Art. 18. Het Subregionaal Comité bepaalt de samenstelling van de Commissie voor arbeidsbemiddeling-vorming-onderwijs, die uit maximaal vijftientwintig leden bestaat.

Het legt de samenstelling ervan aan de Executieven ter goedkeuring voor.

Art. 19. De Executieven benoemen in gemeen overleg de Voorzitter van de Commissie voor arbeidsbemiddeling-vorming-onderwijs, die unaniem door het Subregionaal Comité wordt voorgedragen. Bij gebrek aan een unanieme voordracht, kiezen de Executieven in gemeen overleg de Voorzitter.

Art. 20. Elke Commissie voor arbeidsbemiddeling-vorming-onderwijs bestaat in elke geval uit :

1° de leden voorgedragen door de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties, en dit voor maximaal één vierde;

2° de leden voorgedragen door de drie onderwijsnetten, waarbij ervoor gezorgd moet worden dat het Onderwijs voor Sociale Promotie, voor maximaal één vierde, vertegenwoordigd wordt;

3° de leden voorgedragen door de erkende diensten voor Beroepsopleiding, en dit voor maximaal één vierde;

4° de leden gekozen op grond van hun hoge bekwaamheid, of voorgedragen door de « Conseil supérieur de l'Education permanente » (Hoge Raad voor Permanente Opvoeding), of die als representatief voor de Openbare centra voor maatschappelijk welzijn of de Jeugdbescherming worden beschouwd, en dit voor maximaal één vierde.

Art. 21. De leden worden voor een periode van zes jaar benoemd. Ieder lid dat uit de Commissie voor arbeidsbemiddeling-vorming-onderwijs treedt voordat zijn mandaat verstreken is, wordt vervangen binnen de drie maanden die daarop volgen. In dit geval voleindigt het nieuwe lid het mandaat van zijn voorganger.

#### Afdeling IV. — Werking

Art. 22. De Voorzitter is niet stemgerechtigd.

#### HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 23. In geval van onenigheid voor de subregionale toepassing van dit akkoord, zijn de Executieven ertoe gemachtigd de geschillen gezamenlijk te beslechten.

Art. 24. De Executieven bepalen gezamenlijk de datum van inwerkingtreding van dit akkoord.

Brussel, 24 november 1989.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,  
J.-P. GRAFE

Vanwege de Executieve van het Waalse Gewest :

De Minister voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,  
E. HISMANS

## DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

### DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT

D 90 — 420 (89 — 2305)

31. OKTOBER 1989. — Erlaß der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft  
bezüglich der Bezeichnung der von der Deutschsprachigen organisierten Unterrichtsanstalten. — Erratum

Im Belgischen Staatsblatt Nr. 232 vom 5. Dezember 1989, wird in der deutschen Fassung auf Seite 19893, Artikel 1 aufgehoben.

Artikel 3 wird abgeändert durch folgenden Wortlaut :

\* Artikel 3. Die Primar-, die Sonder- und die Sekundarunterrichtsanstalten der Deutschsprachigen Gemeinschaft deren jetzige Namen und Adressen in der Kolonne 1 aufgeführt sind, erhalten die Bezeichnung, die neben ihrem Namen in der Kolonne 2 aufgeführt ist :

1  
Staatliche Primarschule Raeren  
Kreuzstraße 1  
4730 Raeren

Staatliche Primarschule Manderfeld  
4778 Manderfeld 112

Staatliche Primarschule  
Auf Kahlert 77  
4770 Amel

Lyzeum Paul-Gerady  
4790 Burg Reuland 63

Staatliches Lyzeum  
Parkstraße 32  
4720 Kelmis

Unterrichtswesen der Deutschsprachigen Gemeinschaft  
Primarschule Raeren  
Kreuzstraße 1  
4730 Raeren

Unterrichtswesen der Deutschsprachigen Gemeinschaft  
Primarschule Manderfeld  
4778 Manderfeld 112

Unterrichtswesen der Deutschsprachigen Gemeinschaft  
Primarschule Amel  
Auf Kahlert 77  
4770 Amel

Unterrichtswesen der Deutschsprachigen Gemeinschaft  
Paul-Gerardy-Lyzeum  
4790 Burg Reuland 63

Unterrichtswesen der Deutschsprachigen Gemeinschaft  
Lyzeum Kelmis  
Parkstraße 32  
4720 Kelmis